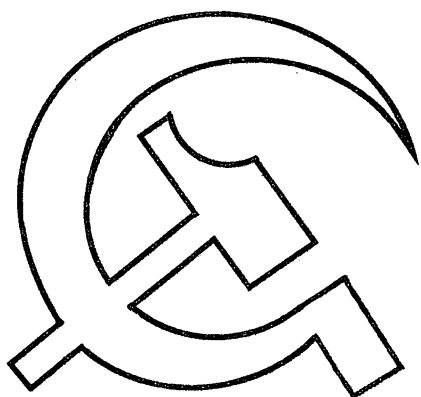




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 30 mars 2014

N° 400

PRIX : 0,60 Euro

MAURITANIE



**UN POUVOIR VISCÉRALEMENT INCAPABLE
D'ÉRADIQUER L'ESCLAVAGE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mauritanie : Un pouvoir viscéralement incapable d'éradiquer l'esclavage

Page 3

- Mauritanie : Le mariage forcé, une pratique barbare

-Mali : IBK veut "son avion"

Page 4

Mali : Les amitiés mafieuses du président ...

Page 5 à 9.

Côte d'Ivoire :

-Les exploiters ne comprennent que le langage de la force collective des travailleurs

-La souffrance des travailleurs n'a que trop duré !

Page 9

L'exode massif des migrants africains vers l'Europe.

Page 11

Elections municipale en France : Le parti socialiste paie le prix de sa politique

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site Internet :
www.uatci.org

MAURITANIE

L UN POUVOIR VISCÉRALEMENT INCAPABLE D'ÉRADIQUER L'ESCLAVAGE

Trente trois ans après son abolition officielle, la pratique de l'esclavage existe toujours en Mauritanie. Certes, c'est une pratique très ancienne dans ce pays et elle est assez ancrée dans la composante traditionnelle de l'ethnie arabo-berbère, mais il faut dire que les autorités politiques de ce pays ont toujours été complaisantes envers ceux qui traitent encore au 21ème siècle leurs semblables comme leur propriété.

Pour montrer qu'il est "déterminé" et veut "éradiquer" cette pratique, le gouvernement mauritanien a adopté, le 6 mars dernier, "une feuille de route" élaborée avec l'appui de l'ONU. Elle comprend un certain nombre de mesures telle que la création d'un tribunal spécial pour juger les crimes d'esclavage. Des juges spéciaux vont être formés et des ONG seront autorisées à porter assistance aux victimes qui veulent déposer une plainte en justice contre leurs "maîtres".

Mais tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Selon le président de l'organisation anti-esclavagiste IRA (Initiative pour la Résurgence du mouvement Abolitionniste) : "depuis l'édiction de la loi criminalisant ou incriminant l'esclavage en 2007, ce sont les anti-esclavagistes qui sont allés en prison, en réclamant l'application de cette loi [...] il n'y a aucune volonté à l'intérieur du pays, aucune volonté du gouvernement, qui continue à mener une campagne de diabolisation contre les militants anti-esclavagistes. Et aucun tribunal mauritanien n'a rendu un jugement sanctionnant un esclavagiste, malgré les cas des affaires avérées".

Les dirigeants politiques mauritaniens sont d'autant plus complaisants envers la caste privilégiée qui pratique l'esclavage qu'eux-mêmes font partie de cette caste. Par contre, ils n'hésitent pas à emprisonner et à réprimer les militants anti-esclavagistes qui osent protester publiquement contre cette barbarie. C'est ainsi que sept militants abolitionnistes ont été emprisonnés à la suite d'une manifestation organisée à Nouakchott en avril 2012, au cour de laquelle ils ont brûlé symboliquement des livres de droit musulman justifiant la pratique de l'esclavage. Ce geste public a provoqué des manifestations de colère de milliers de Mauritaniens à travers le pays, certains exigeant "vengeance" contre ces militants. Ce n'est qu'en septembre 2012 qu'ils ont été libérés suite à diverses pressions internationales, notamment celles des Etats-Unis et de l'ONU.

Une autre association militant contre l'esclavage, SOS esclavage, a dû attendre dix ans pour n'être finalement reconnue qu'en 2005 par les autorités mauritaniennes.

L'abolition officielle de l'esclavage dans ce pays en 1981 n'a été en effet, qu'un geste purement symbolique. Et la prétendue volonté de l'actuel dictateur Mohamed Ould Abdel Aziz de "l'éradiquer" n'est qu'une gesticulation de plus, destinée à redorer le blason de l'Etat mauritanien sur la scène internationale. Et ceux qui luttent contre l'esclavage en Mauritanie ont mille fois raison de ne pas prendre pour argent comptant les déclarations d'intention du régime dictatorial.

Cette pratique existe, sous une forme ou sous une autre, dans de nombreux pays africains, y compris là où les dirigeants affirment qu'elle n'existe pas. Elle ne disparaîtra réellement, comme toutes les autres survivances des pratiques rétrogrades du passé, que lorsque les travailleurs renverseront la classe des exploiters et prendront le pouvoir entre leurs mains pour éradiquer définitivement toutes formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

MAURITANIE

LE MARIAGE FORCÉ, UNE PRATIQUE BARBARE

Une jeune Mauritanienne de 13 ans a obtenu, par décision de justice, que son mariage avec un homme d'une cinquantaine d'années soit cassé. C'est une petite victoire pour le droit des femmes en Mauritanie.

En 2013, selon l'Association des femmes chefs de famille (AFCF), qui milite pour le droit des femmes en Mauritanie, 728 Mauritaniennes âgées de moins de 16 ans ont été mariées de force. Les pratiques coutumières, comme le

gavage des femmes pour les faire grossir, ou bien encore les mutilations génitales, dont l'excision, sont courantes. Des campagnes de sensibilisation contre l'excision sont organisées dans les villages pour faire reculer cette barbarie, mais le poids de l'obscurantisme reste.

Le chemin est encore long pour la reconnaissance du droit des femmes de Mauritanie, et on ne peut que se féliciter quand l'une d'elle obtient justice.

* * * * *

MALI

IBK VEUT "SON AVION" !

Ibrahim Boubacar Keita (IBK), le nouveau président malien, n'est pas avare lorsqu'il s'agit de s'offrir un cadeau luxueux sur le dos de la population malienne. Il vient de s'offrir un avion Falcon pour ses déplacements. Cela a coûté "au moins 20 milliards de Cfa" selon un journal malien. La présidence dispose déjà d'un Boeing 737 acheté au prix de 14 milliards de Cfa par l'ancien président ATT, mais IBK fait le difficile et veut "son avion" à lui, tout neuf. C'est de

l'argent gaspillé qui aurait pu servir à la population qui manque de tout.

Il y a des travailleurs qui ont voté pour IBK lors de la dernière élection présidentielle en croyant que celui-ci serait différent de ses prédécesseurs, mais rien n'a changé. La corruption, les détournements de l'argent public, le clientélisme politique et le mépris à l'égard des besoins de la population laborieuse continuent comme avant.

* * * * *

* * * * *

* * * *

* * *

*

MALI

LES AMITIÉS MAFFIEUSES DU PRÉSIDENT AVEC UN PARRAIN CORSE

Il y a six mois, lors de son investiture, le président malien Ibrahim Boubacar Keita proclamait que "la lutte contre la corruption" serait sa "priorité pour l'année 2014". Son nom vient d'être cité dans une affaire mettant en cause un homme d'affaire corse, Michel Tomi, pour «blanchiment aggravé en bande organisée, d'abus de biens sociaux et de faux en écriture privée».

Le journal Le Monde daté du 28 mars fait état d'une ouverture d'information judiciaire en juillet 2013 sur cet homme d'affaire connu pour ses relations maffieuses avec de nombreux chefs d'Etat africains. Parmi ses amis figurent les présidents malien, gabonais, tchadien et camerounais. Cet homme surnommé "parrain des parrains" aide les chefs d'Etat africains à placer l'argent détourné des caisses de l'Etat. Il figurait en bonne place dans la tribune des invités d'honneur lors de la cérémonie d'investiture du président malien. Et puis lors des ses visites en

France, IBK ne manquait jamais de le rencontrer et celui-ci le comblait de divers "cadeaux" et s'assurait même de sa sécurité et de son hébergement en hôtel de luxe. En revanche, on ne sait pas ce que IBK lui offrait en retour.

Aussitôt après la révélation du journal Le Monde, le gouvernement malien a sorti un communiqué pour dénoncer des journalistes qui veulent "salir l'honneur d'un homme dont les valeurs d'intégrité et de rigueur morale n'ont jamais été remises en cause ..." et menace de les poursuivre en justice.

Son amitié avec Hollande va peut-être lui servir à étouffer plus ou moins l'affaire, mais il est loin d'être le seul chef d'Etat africain impliqué dans une affaire de "biens mal acquis". Et soyons sûr que les affaires révélées par la presse ne sont qu'une infime partie de la réalité des vols organisés par nos dictateurs.

MALI

KARIM KEITA DÉCROCHE UN NOUVEAU POSTE DE SINÉCURE. MERCI PAPA !

Depuis que son papa occupe le palais de Koulouba (nom du palais présidentiel à Bamako), Karim Kéita poursuit son ascension politique. Après avoir été élu député, le voilà maintenant nommé Président de la Commission Défense de l'Assemblée Nationale. Ce nouveau poste de sinécure n'est probablement qu'un palier intermédiaire pour se hisser vers des postes encore plus lucratifs lui permettant de mettre la

main sur les caisses de l'Etat. Mais à force d'avoir les yeux plus gros que le ventre, il risque d'avoir la même mésaventure que son homonyme du Sénégal, Karim Wade, lui aussi fils de président, qui ambitionnait de succéder à son père. Il était tellement devenu omniprésent au sommet de l'Etat que les sénégalais l'avaient appelé "ministre du Ciel et de la Terre". Aujourd'hui il est en prison, accusé de détournement d'argent de l'Etat.

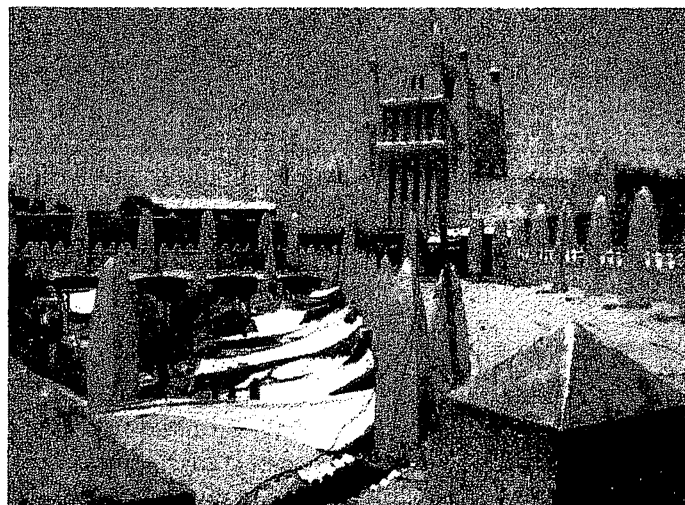
CINQ INCENDIES DE MARCHÉ EN TROIS MOIS A BAMAKO QUI SONT LES RESPONSABLES ?

Dans la nuit du 20 Mars, le célèbre "Marché Rose" de Bamako est parti en fumée. Il y a eu beaucoup de dégâts matériels mais heureusement pas de victimes car le marché est fermé durant la

nuit. Les pompiers sont arrivés en retard mais ils ne pouvaient pas faire grand-chose faute de matériels adéquats. Les quelques rares bouches d'incendies qui existent dans ce marché sont

inaccessibles parce que la municipalité qui gère ce marché a loué les emplacements à des petits commerçants sans tenir compte de la sécurité. Et puis, dans les quelques rares bouches d'incendies disponibles il n'y a pas assez de pression pour éteindre le feu. Et ce sont ces mêmes autorités qui ont le culot d'accuser les petits commerçants d'avoir procédé à des branchements électriques anarchiques non conformes aux règles de sécurité et qui seraient responsables de l'incendie. De qui se moque-t-on?

* * * * *
* * * * *
* * *
* *



Le Marché Rose de Bamako, avant l'incendie

CÔTE D'IVOIRE

LES EXPLOITEURS NE COMPRENNENT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS !

La presse, qu'elle soit gouvernementale ou de l'opposition, fait rarement cas de la situation catastrophique qui frappe durement les travailleurs. Cette situation ne fait pourtant que s'aggraver malgré les discours triomphalistes des dirigeants au pouvoir sur leur "taux de croissance", voire la prochaine entrée de la Côte d'Ivoire dans le cercle des pays dits "émergents". Cette presse ne relate pas non plus les luttes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Tout dernièrement, ce sont des dockers qui se sont mis en grève. Pour avoir bloqué une voie d'accès au port, ils ont été réprimés à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Gouvernement et patronat ont tout fait pour que cette grève soit rapidement étouffée et ne gagne l'ensemble du port ou ne s'étale surtout à la zone industrielle de Vridi qui jouxte le port d'Abidjan.

Au delà des dockers, le mécontentement existe au niveau de l'ensemble des travailleurs même s'il ne s'exprime pas toujours ouvertement. Ce n'est pas par hasard si le moindre appel à s'organiser rencontre une oreille favorable des travailleurs, comme ce fut le cas il y a de cela une dizaine de jours à la zone industrielle de Yopougon. Ici, un groupe de travailleurs avait tenté de se rassembler sur la voie publique pour

discuter de leurs problèmes. La police est aussitôt intervenue pour leur demander de se disperser sous prétexte qu'ils n'avaient aucune autorisation administrative pour se réunir.

Pour le moment les patrons se sentent forts. Ils font presque tout ce qu'ils veulent, d'autant plus qu'un nombre énorme de chômeurs ne demandent qu'à travailler à n'importe quelles conditions parce qu'il y va de leur survie. Même ceux qui ont la chance d'avoir un travail, c'est la plupart du temps dans la précarité totale.

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs n'arrivent même pas à percevoir la totalité de leur salaire déjà bien maigre. Les employeurs mettent les travailleurs en chômage sans indemnisation, sous n'importe quel prétexte : manque de matière première, surstock, etc. Des ouvriers se retrouvent ainsi sans ouvrage durant plusieurs jours dans le mois et vivent avec un salaire amputé. Même dans les grosses entreprises comme Filtisac et Sotaci, de nombreux travailleurs sont payés à la tâche. Non seulement le salaire de l'ouvrier est dérisoire, mais il y laisse aussi sa santé.

C'est la situation actuelle de la classe ouvrière. Tôt ou tard la colère explosera et il faut que ceux qui nous gouvernent et les grands capitalistes dont ils sont les serviteurs, sachent

que ce n'est certainement pas une répression policière qui empêchera les travailleurs de

s'organiser pour défendre leur droit à la vie et à la dignité !

CÔTE D'IVOIRE

LA SOUFFRANCE DES TRAVAILLEURS N'A QUE TROP DURÉ !

Un ouvrier de la zone industrielle de Yopougon résume ainsi le contexte actuel dans son entreprise : *« tu fais ce qu'on te demande de faire sans poser trop de questions. Même les petits chefs sont de véritables dieux sur terre. Au moindre petit rapport, tu es renvoyé. Quand ils décrètent des heures supplémentaires, personne n'ose refuser. Nos plaintes restent entre nous »*. C'est loin d'être un cas isolé.

Il arrive parfois que des ouvriers (ou des ouvrières, comme à la conserverie de thon, au port de pêche) travaillent des jours et des nuits, prenant tout juste le temps de dormir un peu sur les lieux même du travail. C'est une situation vraiment révoltante.

De peur, peut-être, que la situation devienne explosive, le gouvernement a pris les devants en augmentant le salaire minimum depuis le mois de novembre 2013. Même si cette révision est toute dérisoire devant la cherté de la vie, à ce jour elle n'est toujours pas effective dans toutes les entreprises. Là où elle l'est, seuls les journaliers en ont bénéficié. Les embauchés, de leur côté, n'ont encore rien vu sur leur bulletin de paie. Souvent, les patrons se réfugient derrière le prétexte que *« le gouvernement n'a pas encore indiqué la nouvelle grille des salaires pour les embauchés »*. Ils attendent peut-être le coup de colère de la classe laborieuse pour se décider !

Des menaces de toutes sortes pour intimider les travailleurs

Un patron d'une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon a sorti une note de service interdisant ouvertement aux ouvriers de *« faire de la politique à l'usine »*. Il va de soi que pour cet exploiteur, discuter des problèmes des travailleurs, c'est *« faire de la politique »*. En cela, il n'a pas totalement tort. C'est en discutant des problèmes communs, en s'organisant pour se constituer une force, que les travailleurs peuvent ensemble se faire respecter de leurs exploiters

qui les considèrent comme des bêtes de somme ! C'est aussi de cette manière qu'ils pourront combattre toutes les injustices qu'ils subissent en dehors de l'entreprise.

Quelques exemples de luttes qui montrent le chemin

A Sotaci, dans la zone industrielle de Yopougon, des travailleurs d'une petite section de mise en boîte de clous, payés à la tâche, se sont organisés pour imposer leurs revendications. Il leur a fallu 21 jours de grève pour que leur salaire mensuel passe de 60.000 Fr à 80.000 Fr. ils ont aussi, par la même occasion, gagné le respect, même des petits chefs qui n'avaient auparavant que du mépris pour eux.

Au PK18, sur le chantier Covec à Abobo où travaillent environ 900 travailleurs, dans la construction de logements, le salaire des manœuvres est passé de 2.500 Fr à 4.186 Fr par jour, au bout de quatre jours de grève, avec blocage et menace d'une grève illimitée.

Dans l'entreprise Sico qui construit le siège social de « Green », à Cocody-Ambassade, les ouvriers se sont mis en grève pour refuser le renvoi de leurs camarades pour motif de grève. Aujourd'hui, les sept renvoyés (pour avoir organisé leurs collègues de chantier) ainsi que les vingt autres qui les avaient soutenus, ont tous été réintégrés. Le patron a été contraint de payer cinq jours sur les huit que ces travailleurs ont passé hors de l'entreprise. Concernant leurs points de revendication, la négociation reprend. Il s'agit, entre autre, d'augmentation des salaires, d'embauche, de sécurité, de déclaration à la Cnps, etc.

A Sétao, une entreprise de construction de Bouygues qui a la charge en ce moment de l'extension du centre commercial Cap-Sud, les travailleurs ont bloqué le chantier pour réclamer les *« droits de fin de chantier »*. Au nombre d'une

soixantaine, ils viennent d'arracher une somme totale de 11 millions de francs.

Ces exemples montrent que les travailleurs peuvent renverser le rapport de force en leur faveur et arracher des revendications à leurs exploiters quand ils mènent une lutte collective. Plus cette lutte sera large et ira au-delà des luttes corporatistes, touchant plusieurs entreprises, paralysant l'activité économique, plus les chances de victoires des travailleurs seront grandes.

Les faits sont là pour montrer que les travailleurs ne peuvent aucunement compter sur les hauts dirigeants syndicaux qui sont tous aux ordres du gouvernement et du patronat. Ils ne peuvent pas non plus compter sur les partis politiques de l'opposition qui ont montré durant dix ans leur servilité envers le patronat lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ils ne peuvent compter que sur leur propre volonté de s'organiser pour rendre les coups aux exploiters.

CÔTE D'IVOIRE

QUAND L'INCURIE DES AUTORITÉS TRANSFORME LES CHU EN MOUROIRES !

Agressée et projetée d'un taxi dans la nuit du 23 mars, la jeune mannequin Awa Fadiga, a été déposée aux urgences du Chu de Cocody par les sapeurs pompiers. Celle-ci n'aurait bénéficié des premiers soins que le lendemain à 13 heures. Elle est morte. Selon les parents de la défunte, les soins ont été administrés trop tardivement à leur fille. Selon la tante de la défunte, le premier responsable du Chu lui aurait affirmé que même pour se laver les mains il doit, lui-même, acheter le savon.

La mort de la jeune mannequin dans de telles circonstances au Chu de Cocody met en évidence ce que les populations pauvres vivent au quotidien quand elles se retrouvent aux urgences dans les différents centres hospitaliers. Car si aujourd'hui le cas de Awa Fadiga fait beaucoup de bruit dans la presse et contraint le gouvernement à diffuser un communiqué, c'est parce que celle-ci est connue dans le milieu des artistes. Mais en fait ce n'est qu'un échantillon du calvaire des travailleurs et des populations pauvres. Il y a quelques jours, un travailleur dans la commune d'Adjamé, est mort des suites d'une crise d'asthme après avoir cherché auprès des trois Chu d'Abidjan des soins adéquats. Derrière

les discours officiels, se cache une réalité cruelle car les centres hospitaliers sont scandaleusement mal équipés. Ils ne disposent pas de médicaments et de matériels d'intervention, même élémentaires de première urgence.

Ce n'est pas seulement de l'incurie mais c'est aussi un crime manifeste des autorités de ne pas suffisamment investir dans le système sanitaire, en équipant les hôpitaux en matériels et en médicaments. Au demeurant ce qu'elles savent faire c'est la privatisation comme elles l'ont fait avec la Pharmacie de santé publique pour permettre à des capitalistes de s'enrichir sur le dos des malades.

Les autorités savent que ces hôpitaux publics sont de vrais mouiroirs. Ce n'est pas pour rien que les hauts dirigeants de ce pays et les riches dont ils servent les intérêts ne fréquentent pas ces hôpitaux. Ces gens-là se font soigner dans les cliniques ou dans les hôpitaux des pays développés. En son temps, Gbagbo pour un simple mal de dent, avait préféré se soigner au Maroc. C'est le même cas aujourd'hui pour Ouattara qui pour un petit bobo court à Paris pour se soigner.

* * * * *
* * * * *
* * * *
* * *
* *

CÔTE D'IVOIRE

LE GOUVERNEMENT A LA TRAINÉ DANS LA PRÉVENTION CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE FIÈVRE ÉBOLA

Depuis deux mois, une épidémie de fièvre hémorragique dite Ebola a fait plus de 70 morts en Guinée et 5 au Libéria. Des cas suspects ont été décelés aussi en Sierra Léone. Le virus se manifeste par une poussée de fièvre, des diarrhées, des vomissements, une fatigue prononcée et des saignements.

Alors que depuis deux mois, les pays frontaliers sont en alerte, ce n'est que le 25 mars dernier que s'est tenue en Côte d'Ivoire une réunion interministérielle sur la question. Le gouvernement a commencé à faire passer des messages à la population pour soi-disant prévenir une éventuelle épidémie. Cela va des règles d'hygiène à l'interdiction de manipuler ou de consommer de la viande de brousse, en mettant l'accent sur ce dernier point.

Or, dans la majorité des quartiers précaires,

plusieurs familles partagent une seule latrine. Comment peut-on y parler d'hygiène ? Les canalisations sont bouchées. Les ordures ménagères sont laissées à l'air libre. Dans de nombreuses communes, les populations n'ont pas accès à l'eau potable. Des familles n'arrivent même pas à s'offrir un bon savon, alors comment peut-on parler de se laver régulièrement les mains ? C'est cette misère dans laquelle vit une grande partie de la population qui favorise l'épidémie.

Il ne faut pas attendre grand-chose d'un gouvernement qui attend deux mois pour faire semblant de faire quelque chose alors que la période d'incubation du virus est de 21 jours. Ici même, à Abidjan, les hôpitaux sous équipés seront incapables de faire face à une épidémie, à plus forte raison ceux de l'intérieur du pays.

CÔTE D'IVOIRE

AH ! CES PATRONS QUI AIMERAIENT QUE LES TRAVAILLEURS VIVENT COMME AU TEMPS DE L'ESCLAVAGE !

Le président de la CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire) a animé une conférence de presse dans laquelle, il se plaint de la pression fiscale qui serait trop forte sur les entreprises. Pour lui, il faut baisser les taxes pour attirer les investisseurs qui vont créer de l'emploi et générer davantage d'impôts. Ainsi, *« plus on aura d'entreprises, plus on aura des emplois et plus on aura des impôts pour l'Etat »*. Il ne s'est pas arrêté là. En patron intransigeant, il n'a pas manqué de fustiger *« un code du travail pénalisant »* pour les investisseurs. Pour lui, *« la rigidité du système ne facilite pas la tâche des entreprises »*. Pourtant, tous les gouvernements qui se succèdent ne font que faire des cadeaux aux patrons sans rien exiger d'eux en retour.

Depuis près de 20 ans, aucune entreprise n'embauche véritablement. Partout, c'est le

travail précaire. Il y a des journaliers qui ont 10, 15, 20 ans d'ancienneté. La proportion des précaires fait parfois cinq fois l'effectif des embauchés de l'entreprise.

Quant aux salaires, les patrons pratiquent selon leur bon vouloir. La preuve, le gouvernement vient d'augmenter le SMIG, mais pratiquement cinq mois après, des milliers de travailleurs n'ont encore rien vu sur leur fiche de paye.

Mais peut-être, ce monsieur qui demande un code du travail moins pénalisant pour les exploiters, voudrait voir à leur disposition des travailleurs réduits à être des moins que rien, qu'on exploiterait à volonté sans les payer avant de le jeter à la rue comme des peaux de bananes.

CÔTE D'IVOIRE

A PROPOS DU TRANSFÈREMENT DE CHARLES BLÉ GOUDÉ À LA CPI

L'épisode de l'arrestation de Blé Goudé a connu un rebondissement en cette fin de mois de mars. Il a été remis à la Cour pénale Internationale (CPI) le 22 mars dernier. Ce transfèrement a suscité des réactions diverses au sein des populations : de l'indignation ou du soulagement pour certains et de l'indifférence chez d'autres.

Depuis la fin de la crise électorale qui avait endeuillé la Côte d'Ivoire, le Tribunal pénal international (TPI) avait émis des mandats d'arrêt contre trois personnes. Si dès les premiers jours, le nouveau pouvoir ivoirien a transféré le président déchu Laurent Gbagbo, il a toujours fait blocage au transfèrement des deux autres : Simone Gbagbo et Blé Goudé.

Blé Goudé, depuis son extradition du Ghana, était détenu au secret. Dans le courant du mois de mars, des photos montrant sa mauvaise condition de détention avaient été publiées par ses partisans. Cela a suscité beaucoup de débats. Du

coup, le pouvoir qui a été mis à mal, s'est senti obligé de publier d'autres photos montrant que Blé Goudé était bien traité. Peu de jours après, ce prisonnier plutôt encombrant a été transféré à la Haye (Pays-Bas) siège de la Cour pénale internationale.

Sa première audience a eu lieu le 25 mars. Il s'en est servi comme tribune pour se positionner comme l'héritier de son mentor Gbagbo. Il sait que cela peut lui servir pour se positionner dans l'avenir.

Si Blé Goudé et Gbagbo se retrouvent aujourd'hui à La Haye, c'est surtout parce qu'ils ont perdu dans la confrontation face à leurs adversaires politiques que sont les Ouattara-Soro-Bédié. Si c'est pour les crimes commis, ce ne sont pas seulement eux qui devraient se retrouver à la CPI. Les Soro et autres chefs de guerre n'ont pas moins tué qu'eux.

EMIGRATION

LA MISÈRE SECRETÉE PAR LE CAPITALISME SUCITE L'EXODE MASSIF DE MIGRANTS AFRICAINS VERS L'EUROPE

Le 18 mars, près d'un millier de migrants africains ont tenté collectivement de franchir les grilles de Melilla, enclave espagnole en territoire marocain. Malgré la violence des policiers espagnols et les hauts remparts de grillages surmontés de barbelés et de lames de rasoirs, près de cinq cents d'entre eux ont réussi à passer.

Le six février dernier, à Ceuta, une autre ville espagnole située au Maroc, plusieurs centaines d'Africains avaient tenté leur chance à la nage. La police espagnole avait tiré des balles en caoutchouc sur les nageurs faisant 15 morts parmi eux.

La tentative de Melilla est la plus importante de ces dernières années, mais elle n'est pas la seule, 4000 migrants auraient réussi à

passer en 2013 et actuellement il y en aurait 40 000 qui attendent au Maroc une opportunité de passer et 40.000 autres à la frontière de la Mauritanie avec le Maroc.

Les personnes qui laissent derrière eux sur le sol africain, des êtres qui leur sont chers, parents, conjoint et enfants, pour tenter de trouver ailleurs sous des cieux plus cléments, des moyens de vivre plus décemment afin de leur venir en aide ne le font qu'en désespoir de cause. Elles le font parce qu'elles estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix pour fuir le dénuement, les dictatures, la xénophobie et d'autres calamités qui minent leur existence.

D'année en année cette situation ne fait que s'aggraver. Les forêts, le sol et le sous-sol du

continent africain sont pillés depuis plus d'un siècle de pillage impérialiste précédé de la saignée qu'a constitué la traite négrière en direction de l'Amérique. Le fruit du travail des ouvriers et des paysans africains a été détourné au profit des firmes multinationales et celles-ci ont fait la fortune des capitalistes qui en sont les propriétaires.



Le mur de la honte de Ceuta, avec des fils barbelés coupant comme un rasoir

Aujourd'hui l'Afrique est exsangue et en proie à toutes sortes de calamités. En cette

période où le système capitaliste est malade et en crise, la soif de profits des classes riches ne connaît plus de limite, ne laissant derrière eux que misère et désolation. Nos dirigeants n'ignorent pas cette situation mais eux-mêmes ne sont que des marionnettes consentantes grassement rémunérées et serviles à l'égard des grandes puissances et des firmes qui tirent les ficelles.

Les peuples d'Afrique ne sont pas les seuls à subir les méfaits du système capitaliste en crise. A l'intérieur même des citadelles des pays riches les travailleurs sont en proie au chômage, aux bas salaires et à la dégringolade multiforme de leurs conditions de vie. Les travailleurs des pays tels que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et d'autres subissent de plein fouet le dictat de leurs créanciers, les grandes banques. A des degrés divers tous les pays sont frappés par le chômage et le climat d'insécurité qui en résulte.

Alors les travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres n'ont pas d'autre choix que celui d'opposer une résistance la plus farouche possible à ce système dément qui mène l'humanité à la catastrophe.

LE MARCHÉ DE LA MORT EST FLORISSANT

Entre 2007 et 2013, en pleine récession de l'économie mondiale, le commerce des armes a bondi. Les compagnies américaines détiennent la 1ère place des marchands de mort, avec des ventes en hausse de 20 % vers l'Asie, de 30 % vers le Moyen-Orient et de 1 100 % vers l'Afrique. Un business florissant qui permet aux marchands d'armes de s'enrichir et à nos dictateurs de se maintenir au pouvoir par la force

contre leur propre peuple. Mais les milliards ainsi dépensés, c'est autant de moins en écoles et en hôpitaux pour les populations.

Quand les classes populaires en auront vraiment marre de continuer à subir cette situation, elles trouveront les moyens de s'emparer de toutes ces armes et de les retourner contre leurs exploiters.

ÉLECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE

LE PARTI SOCIALISTE PAIE LE PRIX DE SA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE

Un des faits le plus marquant du dernier scrutin municipale qui a eu lieu en France est le recul important des votes en faveur du PS de Hollande lors du premier tour; c'est un désaveu

flagrant de la politique anti-ouvrière et anti-populaire du gouvernement socialiste. Le taux d'abstention a été particulièrement important dans les bureaux de vote des quartiers populaires où

d'habitude le PS obtient des scores plus importants.

Alors que depuis de nombreuses années, la crise économique frappe durement les classes populaires, alors que les travailleurs subissent les licenciements massifs, alors que le chômage s'aggrave, la politique de Hollande depuis qu'il a été élu à la présidence en 2012 n'est que la continuation de celle de son prédécesseur Sarkozy. Elle consiste surtout à faire des cadeaux aux capitalistes en aggravant encore plus les conditions d'existence des travailleurs. Les milliards d'euros donnés au patronat sous diverses formes sont prélevés de la caisse de l'Etat, de nos impôts. Cela entraîne la détérioration du service public, c'est-à-dire la Sécurité sociale, des hôpitaux publics, de l'éducation nationale et de biens d'autres secteurs utiles à la population des quartiers populaires.

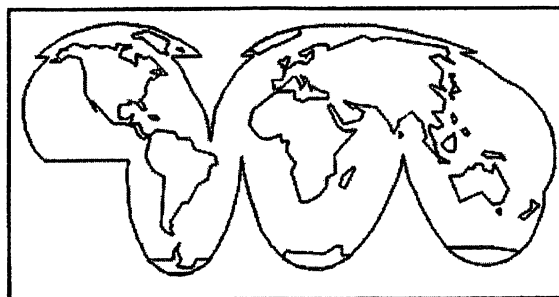
Un certain nombre d'électeurs des quartiers populaires ont cru qu'en donnant leurs votes au Front National, ils allaient donner un avertissement au Parti Socialiste. Mais en faisant cela ils n'ont fait que se tirer une balle dans le pied car le parti de Le Pen est un ennemi viscéral des travailleurs. Il veut diviser les travailleurs en

faisant croire que s'il y a du chômage en France c'est à cause de la présence des travailleurs immigrés. Il désigne aussi l'immigration comme la cause principale de l'insécurité et de la violence, etc. Ce n'est que de la démagogie.

Les élections municipales ne sont qu'une péripétie dans la vie politique. Les travailleurs immigrés qui constituent une part importante de la classe ouvrière de ce pays en sont exclus malgré les promesses faites depuis trente ans par le PS. Ce parti a été plusieurs fois majoritaire au parlement pour voter la loi sur le droit de vote des étrangers dans les élections locales mais à chaque fois les dirigeants du PS l'ont reporté pour une date ultérieure. Seuls les ressortissants des pays membres de l'Union Européenne y sont autorisés.

Mais ce qui est important pour l'avenir c'est que les travailleurs, quelle que soient leur origine géographique, qu'ils aient le droit de vote ou pas, prennent conscience qu'ils font partie d'une même classe sociale ayant les mêmes intérêts et que ce qui compte pour l'avenir c'est leur volonté de lutter ensemble pour en finir avec le système capitaliste, le vrai responsable de la misère et du chômage.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.